

France/Affaire Benalla

" Une tempête dans un verre d'eau " pour Macron

AFP  
Paris/France

Pour autant, la polémique ne montre aucun signe d'apaisement.

LE président français Emmanuel Macron a qualifié hier de "tempête dans un verre d'eau" l'affaire Alexandre Benalla, son ancien collaborateur accusé de violences, qui a de son côté reconnu une "faute", tandis que la polémique ne montrait aucun signe d'apaisement.

Lors d'un déplacement dans le sud-ouest de la France, Emmanuel Macron est resté campé sur sa ligne : "J'ai dit ce que j'avais à dire, c'est-à-dire que je crois que c'est une tempête dans un verre d'eau. Et pour beaucoup, c'est une tempête sous un crâne", a-t-il lancé à une journaliste de l'AFP.

Pas de quoi répondre aux attentes de l'opposition, qui ne cesse de lui demander de venir s'expliquer "devant les Français" et non seulement devant des membres de sa majorité, comme il l'a fait mardi soir, ou au détour d'une visite comme hier. Christian Jacob, chef de file des députés Les Républicains (opposition de droite), l'a ainsi sommé à nouveau de "s'expliquer face aux Français", sans "morgue" ni "provocation", en dénonçant "une dérive monarchique".

L'Élysée et le gouvernement sont sous un feu nourri de critiques depuis que Le Monde a révélé le



Photo : AFP

En pleine polémique autour de l'affaire Benalla, le président Emmanuel Macron s'est offert un répit hier au milieu des habitants du Pic du Midi.

18 juillet l'identité d'un homme filmé en train de molester des manifestants le 1er mai : Alexandre Benalla, proche du couple Macron et adjoint du chef de cabinet de l'Élysée. Il était là en "observateur" parmi les policiers mais n'en arborait pas moins des insignes de police.

Le collaborateur "violent" avait peu après été simplement suspendu pendant quinze jours. Il a fallu attendre les révélations dans la presse, la semaine dernière, pour que la justice soit saisie et qu'il soit licencié.

S'exprimant pour la première fois directement, Alexandre Benalla, inculpé de violences, a reconnu une "faute" mais a estimé que l'affaire avait été instrumentalisée pour nuire au chef de l'État, dans un long entretien au quotidien Le Monde publié hier.

"PAR LE COLBAC" • Pour le jeune homme de 26 ans, l'affaire "est une façon d'attraper le président de la République par

le colbac" parce qu'il était le "point d'entrée pour l'atteindre, le maillon faible", lui qui, d'extraction modeste, ne fait pas partie du sérail.

"Les faits, je les assume, je ne suis pas dans la théorie du complot (...). Sur ce qui s'est passé après, je suis beaucoup plus réservé. Il y avait en premier une volonté d'atteindre le président de la République", insiste-t-il.

Alexandre Benalla pointe aussi du doigt "les gens qui ont sorti cette information", "d'un niveau important" selon lui, "des politiques et des policiers". Il évoque "des gens qui travaillent autour" du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb.

Parallèlement, la contre-offensive des alliés d'Emmanuel Macron s'est poursuivie. Un de ses plus fidèles soutiens, le président du MoDem François Bayrou, a ainsi pointé du doigt "l'explosion de mises en cause et d'accusations". "Pourquoi tout ça est sorti ? Pourquoi cette explosion de mises en cause et d'ac-

cusations qui ne reposent pas, c'est le moins qu'on en puisse dire, sur des réalités substantielles", s'est-il interrogé.

Le bras droit du président Macron Alexis Kohler, auditionné hier par la commission des Lois du Sénat, a à son tour justifié la sanction infligée à Benalla peu après les faits : "Je maintiens qu'à la lumière des faits connus depuis lors, la sanction peut apparaître insuffisante mais que, symétriquement, au regard des éléments connus le 2 mai, la sanction était proportionnée".

Le secrétaire général de l'Élysée est apparu à plusieurs reprises hésitant, voire embarrassé, pour répondre à des questions sur un port d'armes délivré à M. Benalla ou encore un appartement de fonction dans une dépendance de l'Élysée, qui lui a été attribué en juillet.

"Le soufflé finira-t-il par retomber ?", s'interrogeait hier le quotidien conservateur Le Figaro, tandis que la polémique ne semblait pas en passe de s'éteindre et que les auditions se poursuivaient au Parlement dans une vive tension, passionnant les Français si l'on en croit les indices d'écoute.

Le député Les Républicains Guillaume Larrivé, corapporteur de la commission d'enquête de l'Assemblée sur l'affaire Benalla, s'est ainsi dit "contraint" hier de suspendre sa participation aux travaux, dénonçant une "parodie". M. Larrivé a accusé l'Élysée de vouloir "torpiller" les travaux.

Nigeria/Politique

Le gouverneur d'un Etat-clé quitte le parti au pouvoir

AFP  
Makurdi/Nigeria

LE gouverneur d'un des Etats les plus touchés par le conflit agro-pastoral au Nigeria, qui sera très disputé lors des élections de 2019, a quitté le parti au pouvoir, après une série de défections similaires au sein du Parlement fédéral. Samuel Ortom, gouverneur de l'Etat de Benue (centre), a annoncé mercredi soir qu'il rejoignait le principal parti d'opposition, le Parti démocratique populaire (PDP), après "avoir dûment consulté les parties pre-

nantes concernées".

"J'en ai conclu que la voie à suivre est de rejoindre le PDP", a-t-il ajouté devant des responsables politiques à Makurdi, la capitale régionale.

Elu en 2015 dans la Benue avec l'étiquette du Congrès des progressistes (APC) du président Muhammadu Buhari, il s'était depuis montré très critique envers la capacité du gouvernement fédéral à endiguer les violences entre agriculteurs et éleveurs.

Plus de 1 300 personnes ont été tuées dans les régions du centre depuis janvier, dans le cadre d'un conflit pour l'accès à la terre et aux ressources qui

s'intensifie dans le pays le plus peuplé d'Afrique (180 millions d'habitants), selon un rapport d'International Crisis Group paru jeudi.

Cette décision intervient après une vague de défections au sein du Sénat et de la Chambre des représentants mardi à Abuja, dans un contexte de graves dissensions internes à l'APC, un peu plus de six mois avant la présidentielle.

Buhari, 75 ans, souhaite briguer un second mandat de quatre ans en février prochain malgré les nombreuses voix qui s'élèvent dans le pays contre son bilan en matière de sécurité, de lutte contre la corruption et de gouvernance

économique.

L'APC a réagi hier, estimant la démission d'Ortom "quelque peu surprenante" et assurant faire des efforts pour préserver l'unité du parti, mise en péril par les défections de masse.

"Nous ne pensons pas qu'il soit trop tard pour la réconciliation", a affirmé à propos d'Ortom le parti dans un communiqué.

Avec d'autres Etats de la ceinture centrale du Nigeria, Benue, raflé par l'APC au PDP en 2015, sera l'un des Etats où la compétition s'annonce féroce entre les deux principaux partis rivaux avant les élections générales de 2019.



Restaurants

NOMAD

BUFFET MIX GRILL

25.000 FCFA par personne

Tous les dimanches à partir de 12H

RÉSERVATIONS: 05 40 77 17 / 05 65 24 17

Election Miss CASINO CROISETTE 5ème Edition

3 Millions à se partager

Elles sont 12 candidates Après, il n'en restera que 6

DEMI-FINALE JEUDI 2 AOÛT à partir de 21h30

C'est le public qui décide!

Réservations : 07 38 17 41

VERY FAMILLE CASTEL PHARMASHOP DES FORESTIERS airtel

publi.com Tél : 04 10 03 91 07 17 34 20